

**Inter-Cluster Committee (ICC)**  
**Evaluation Multisectorielle des besoins dans la**  
**Sous-préfecture de Bol, Région du Lac**  
**De 10 au 15 février 2017**

**Rapport de la Mission**

**Avec la participation des organisations :**  
**UN (HCR, FAO, OCHA, PAM, PNUD, UNDSS, UNFPA et UNICEF) ;**  
**des ONG (CRT-Chad, COOPI, IMC et IRC)**  
**Et la Délégation Régionale de l'Action Sociale (DRAS – Lac).**



**Version 06**

**Révisée le 18 février 2017**

## 1. Résumé

- 14 villages visités dans la sous-préfecture de Bol en 5 jours ;
- Secteurs couverts : sécurité alimentaire / moyens de subsistance, nutrition, santé, WASH, protection, éducation et abri/AME ;
- 13 partenaires (UN, ONG et services étatiques) ;
- Population vivant dans les sites et villages évalués – environ 40 000 personnes ;
- Niveau de vulnérabilité très élevé au niveau de la sécurité alimentaire ;
- Perte des principaux moyens de subsistance pendant la crise (principale cause de vulnérabilité) ;
- Un niveau très élevé de cas de protection et de VBG concernant les personnes retournées et en situation de reddition suite aux exactions de Boko Haram dans les villages ;
- Problèmes structurels au niveau santé, WASH et éducation.

## 2. Objectifs, durée et étendue géographique de l'évaluation

### 2.1. Objectif de l'évaluation:

- Evaluer les conditions de retour des personnes remises aux autorités locales ;
- Identifier le niveau de besoins humanitaires de la population d'accueil ;
- Vérifier les données démographiques de la zone ciblée ;
- Evaluer les besoins en termes de relèvement précoce (moyens de subsistance durable).

### 2.2. Durée de l'évaluation:

La durée de la mission a été de 6 jours (10 – 15 février 2017) dont 5 jours consacrés aux visites dans les villages. Afin de maximiser le temps d'évaluation dans les villages à évaluer, les équipes étaient basées à Bol.

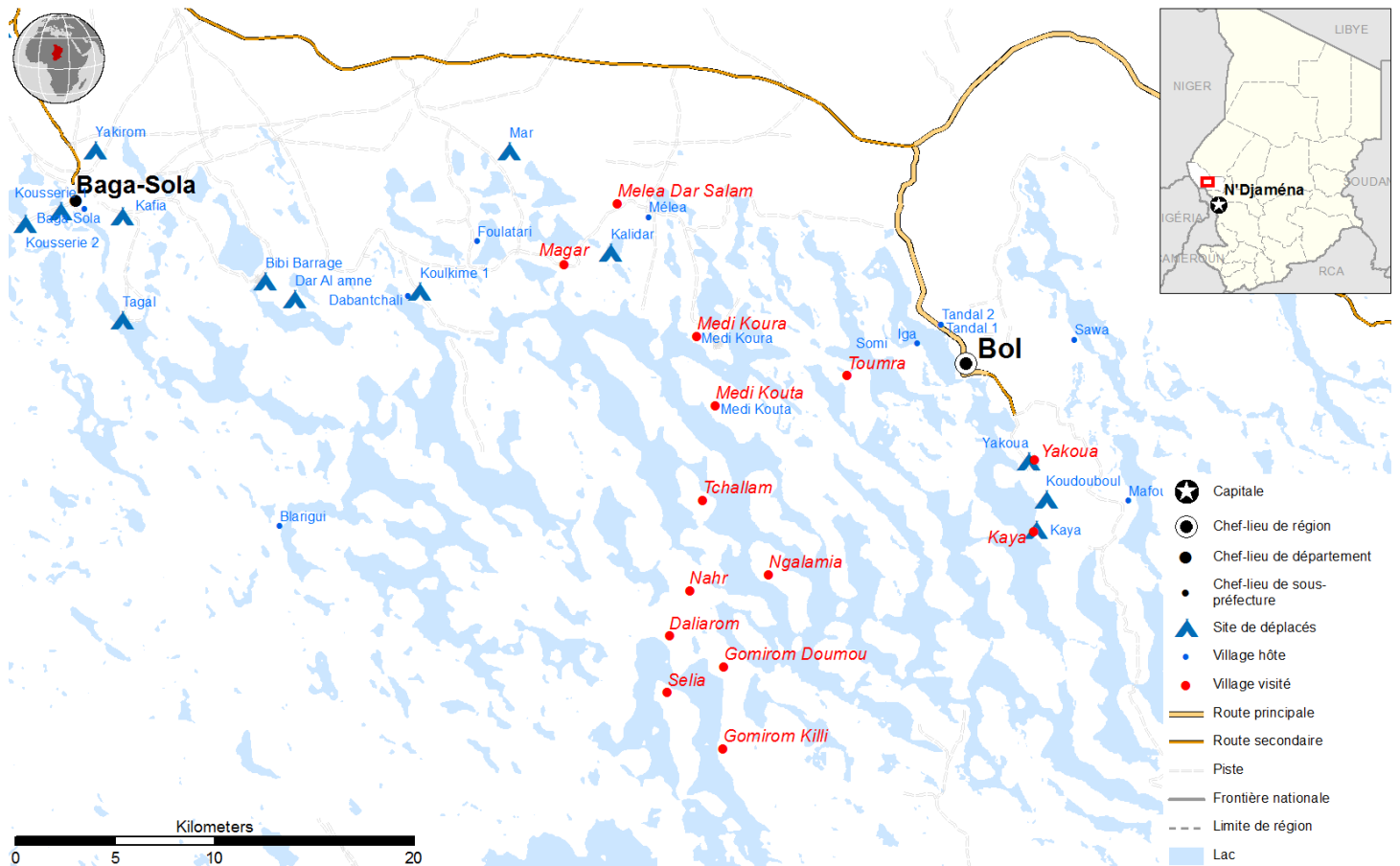
### 2.3. Etendue géographique de l'évaluation :

Selon les informations disponibles auprès de la communauté humanitaire, la majorité des enfants remis aux autorités locales sont originaires de la cuvette sud du Lac, dans le canton de Bol. Il est anticipé qu'il s'agit également de la zone d'origine de la plupart des femmes remises à leurs chefs de canton. Les villages suivants dans le canton de Bol ont été évalués – Daliarom, Gomirom Doumou, Gomirom Killi, Kaya, Magar, Melea Dar Salam, Medi Koura, Medi Kouta, Nahr, Ngalamia, Selia, Tchallam, Toumra et Yakoua.

L'évaluation n'a pas couvert les villages suivants dont on a connaissance de la présence de personnes en situation de reddition – Meléa 1, Bibi France, Bibi Maibalare, Yankerom, Magui centre, Ngouboua, Madjigodja centre et Roumbou, qui pourraient être ciblés par une autre mission ultérieurement.

### *Liste des villages et sites visités et leurs coordonnées*

#	Village	Latitude	Longitude	#	Village	Latitude	Longitude
1	Daliarom	13°20'27"	14°34'49"	8	Medi Kouta	13°26'40"	14°36'4"
2	Gomirom Doumou	13°19'37"	14°36'17"	9	Nahr	13°21'40"	14°35'22"
3	Gomirom Killi	13°17'24"	14°36'16"	10	Ngalamia	13°22'6"	14°37'30"
4	Kaya	13°23'16"	14°44'40"	11	Selia	13°18'55"	14°34'45"
5	Magar	13°30'29"	14°31'58"	12	Tchallam	13°24'7"	14°35'43"
6	Melea Dar Salam	13°32'8"	14°33'25"	13	Toumra	13°27'29"	14°39'37"
7	Medi Koura	13°28'33"	14°35'33"	14	Yakoua	13°25'12"	14°44'42"



Les frontières et les noms indiqués et les désignations employées sur cette carte n'impliquent pas reconnaissance ou acceptation officielle par l'Organisation des Nations Unies.

Date création : 14 février 2017 Référence carte : TCD\_MAP\_MissionInterClusterLac\_A4L Sources : Inter Cluster, OSM Commentaires : ocha-chad@un.org www.unocha.org/tchad www.reliefweb.int

### 3. Méthodologie d'évaluation

Dans cette évaluation, l'outil de l'évaluation multisectoriel développée par OCHA et les acteurs humanitaires du Tchad a fourni la base de la méthodologie employée. Une méthodologie mixte combinant un échantillonnage dirigé au niveau des informateurs clés (Chefs de villages (Boulama), Leaders religieux, Leaders coutumiers, Enseignants, etc.) et groupes de focus des personnes remises aux autorités locales et des populations d'accueil sur base du questionnaire des évaluations multisectorielles rapides. Le questionnaire MIRA a été adapté pour bien répondre au contexte spécifique de la mission.

Comme prévue, la mission a bien démarré le vendredi 10 février 2017 après une réunion préparatoire tenue au Bureau de PAM/Bol avec la présence de tous les participants – de Ndjamenana et de terrain. La réunion a permis de rappeler les objectifs de la mission ainsi que la répartition des équipes entre les îles et la terre ferme. Un accent particulier a été mis sur la préparation de l'équipe d'évaluation aux principes humanitaires pour assurer le respect et la dignité des populations évaluées.

La méthodologie a été adaptée au contexte de l'évaluation, tenant compte surtout de la réalité du terrain et en se servant des leçons de la première journée de l'évaluation sur le terrain. Ainsi donc, chaque équipe (les îles et la terre ferme) a été scindée en deux groupes – Un groupe composé des spécialistes sectoriels conduit les discussions en focus groupe avec les communautés (femmes, hommes et enfants) et un autre groupe sillonnent le village en vue de l'observation de l'environnement général du village et ayant des discussions informelles avec les habitants afin de collecter plus d'information qualitative. Après chaque visite du terrain, des rencontres de

débriefing entre les membres de l'équipé d'évaluation ont eu lieu pour faciliter la compilation des informations par secteur et par site et préparer la mission suivante.

## **4. Contexte et Analyse Sectorielle**

### **4.1. Contexte General :**

La crise du Lac Tchad s'est intensifiée depuis 2014 dans les quatre pays du Bassin du Lac Tchad, à savoir au Niger, au Nigéria, au Cameroun et au Tchad. Au Tchad, des attaques ont provoqué des déplacements de la population des îles, soit vers des endroits jugés plus sûrs soit déplacés par le gouvernement vers les endroits loin des opérations militaires.

Suite à la contre-offensive de l'armée tchadienne, appuyée par une force multinationale mixte (FMM), les attaques de Boko Haram ont été limitées. C'est ainsi qu'à partir de juillet 2016, plusieurs personnes ont décidé de faire reddition des effectifs de Boko Haram. Au 15 novembre, 1 034 personnes en situation de reddition (PSR) ont été enregistrées dans la région du Lac. Ces personnes se seraient présentées aux autorités militaires dans les zones frontalières et transférées par les autorités à Baga-Sola<sup>1</sup>. La répartition de ces PSR en fin novembre 2016 était de 52% d'enfants, 18% de femmes et 30% d'hommes.

Depuis fin novembre 2016, environs 800 femmes et enfants en situation de reddition ont été remis aux autorités locales (chefs de cantons) de leurs villages d'origine. Le sort de ces personnes, et la capacité d'accueil et de réintégration des communautés d'origine a soulevé de nombreux risques en matière de protection pour ces personnes<sup>2</sup> par manque de mesures d'accompagnement.

Deux missions d'évaluations rapides ont eu lieu en décembre 2016 et janvier 2017, qui ont conclu respectivement à la nécessité de mobiliser une évaluation multisectorielle afin de pouvoir déterminer le niveau de vulnérabilité des personnes revenues du site de rassemblement de Baga Sola, ainsi que les besoins humanitaires de manière générale des populations hôtes dans les zones de 'retour'. Par ailleurs, le gouvernement du Tchad a fait une demande d'assistance humanitaire pour la zone de retour pour une population globale de 35 000 personnes.

L'évaluation a été effectuée dans 14 villages et sites de déplacés touchés par la crise. La plupart des sites et villages sont situés dans les îles avec un accès sécuritaire difficile (escorte exigée par SMT). Les populations sont également confrontées aux difficultés liées au transport (manque de pirogues et d'argent pour la majorité des ménages) pour accéder aux services de santé de la zone ou pour l'approvisionnement en denrées alimentaires dans les marchés environnants.

La population a été victime de pillage (bétail, matériel de pêche...), destruction et incendie (abris...), d'enlèvement et de déplacement. Cette situation a durablement affecté les conditions de vie de la population qui vivait déjà dans la précarité.

### **4.2. Analyse Multisectorielle :**

Les populations vivant dans les villages visités sont à majorité constituées des enfants et des femmes avec une forte précarité dans tous les secteurs.

Les moyens de subsistance sont détruits suite aux exactions de Boko Haram dans la région (pillages, incendies, enrôlement forcés) d'une part et de la montée des eaux liée aux fortes précipitations qui a eu un effet négatif sur les récoltes d'autre part, ce qui a plongé les ménages dans une insécurité alimentaire et nutritionnelle. Avant la crise, la situation socioéconomique était caractérisée par des échanges commerciaux fructueux entre le Tchad, le Nigeria et le Niger ce qui permettait une aisance socioéconomique dans cette région.

Aujourd'hui on note un manque et même une absence d'infrastructures et de services sociaux de base (centres de santé, écoles, forage...). La consommation de l'eau de surface liée au manque de forage expose toutes les populations aux maladies diarrhéiques, surtout chez les enfants ayant pour conséquence des risques élevés de

<sup>1</sup> [http://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/sitrep\\_1\\_-\\_personnes\\_en\\_situation\\_de\\_reddition\\_-\\_18112016\\_-\\_francais.pdf](http://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/sitrep_1_-_personnes_en_situation_de_reddition_-_18112016_-_francais.pdf)

<sup>2</sup> Cf Note d'analyse de Protection sur les personnes en situation de reddition, Cluster Protection Tchad, décembre 2016

malnutrition. Pour les données des maladies diarrhéiques, on note dans les îles l'inexistence de structures sanitaires. Par conséquent, il y a ni chiffres de prévalence ni d'autres données viables dans cette région.

On note, en outre, la présence de quelques personnes à besoins spécifiques (risque d'apatridie, victimes de VBG, enfants non accompagnés ou séparés....) dans certains villages situés spécifiquement dans les îles, ce qui nécessite un suivi en matière de protection.

En matière de protection, on note que les autorités locales assurent la sécurité de la population locale dans la zone de l'évaluation. Cependant, il n'y a aucune assistance dans d'autres secteurs dans l'ensemble des villages situés dans les îles et une faible assistance dans les domaines de l'éducation, santé, nutrition dans quelques sites situés sur la terre ferme, à savoir Melea Dar Salam et Yakoua en santé/nutrition et Melea Dar Salam, Magar, Yakoua et Medi Koura en éducation.

En conclusion, il n'y a pas des capacités locales de réponse à la crise (autorités locales, communautés hôtes, etc.).

## 5. Résultats et Recommandations

### 5.1. Sécurité alimentaire et moyens de subsistance durable :

La crise a touché l'ensemble des populations des villages et des sites visités. Il s'agit des personnes qui se sont déplacées pour se réfugier à Bol, soit à la demande du gouvernement ou volontairement et qui sont revenues dans leur village depuis que la situation s'est stabilisée. Il y a aussi les personnes qui avaient rejoint Boko Haram volontairement ou sous la contrainte et qui sont retournés dans leur village d'origine. Ces derniers sont en majorité des femmes et des enfants.

L'évaluation a permis de constater que quel que soit le statut de ces personnes, retournées, personnes en situation de reddition ou pas, leurs principaux moyens de subsistance ont été détruits ou se sont détériorés réduisant ainsi leurs sources de revenus et de nourriture. Ces populations manquent de nourriture en qualité et en quantité. On peut estimer que la situation alimentaire est assez préoccupante pour plus de 80% de la population, y compris les 458 enfants et les femmes en situation de reddition, dans les villages visités.

La situation des moyens de subsistance :

- **La pêche** – La grande majorité des hommes (jeunes et adultes) pratiquaient la pêche avant la crise, avec comme dispositif, une ou deux pirogue et des filets. Une grande partie des produits de pêche étaient exportés à N'Djamena ou au Nigéria, frais ou transformés et constituait donc la principale source de revenus. Une petite quantité était réservée à la consommation du ménage. Au retour dans leur village après la crise, la majorité des pirogues et matériel de pêche avaient été emportés ou détruits pendant la crise. Aujourd'hui revenus dans leur village, l'activité de pêche a fortement été réduite et les hommes se retrouvent oisifs et sans revenus. Quelques personnes ont pu développer des stratégies d'adaptation dont la fabrication des pirogues à l'aide de papyrus, la pêche à la nage, l'utilisation des brides de filets disponibles. Ces moyens ne permettent qu'une pêche au bord du lac avec une très petite quantité de poisson par rapport à la période avant la crise. Les revenus de la pêche permettent aux ménages d'acheter du maïs (15 à 20 poissons équivalent à un "corro" = 2,5 kg de maïs) sur les marchés. Aujourd'hui ces revenus sont faibles à nuls pour les ménages les plus affectés.
- **L'agriculture** – Elle est pratiquée par les femmes et les hommes et consiste à la culture de mil en saison de pluies sur les terres au centre des îles et la culture de tubercules (manioc, patates) et maïs en contre saison en bordure des îles quand l'eau se retire. Beaucoup d'entre eux ont déclaré avoir abandonné les cultures au moment de leur fuite en 2015 et en 2016 ceux qui sont revenus n'ont pas pu cultiver le mil parce que la terre avait été envahie par des herbes et devenue trop dure à labourer. Les stocks de récoltes sont inexistantes.
- **Le tissage de nattes** – L'activité est pratiquée par presque toutes les femmes et consiste à élaguer et tresser les feuilles de palmier "doum" pour fabriquer des nattes ou autres produits. Les femmes se plaignent de la faible vente de ces articles et donc une réduction des revenus du ménage.

- **L'élevage** – Avant la crise, les femmes élevaient quelques têtes de petits ruminants et volailles dont la vente leur rapportait des revenus; pendant leur fuite les animaux ont été abandonnés ou volés. Le gros bétail disponible est dans un mauvais état général alors qu'il y a une disponibilité du pâturage dans la zone. Il y a probablement des problèmes de parasitisme général vu que la zone est réputée infestée.
- **Sources de nourriture et accès aux marchés** – La principale source d'aliments est l'achat sur le marché ; cependant la plupart des ménages ont des difficultés d'accès aux marchés à cause de l'insuffisance des pirogues. Comme stratégie d'adaptation, ceux qui n'ont pas de pirogue confient leurs achats aux autres.
- **Le comportement alimentaire** – Le principal aliment consommé est le maïs sous forme de couscous. Les repas sont très peu diversifiés et manquent de légumes. Suite à la crise, les quantités ont considérablement diminués. Comme stratégie d'adaptation en cas de manque de nourriture, les ménages cueillent les noix de palmier doum, partagent la nourriture (entre-aide communautaire), vont emprunter la nourriture chez des commerçants ou encore réduire la ration des adultes en faveur des enfants.
- **Nourriture des enfants** - La nourriture des enfants de moins de 5 ans est constituée de bouillie à base de maïs ou de mil ; cette ration est très peu diversifiée et constitue un risque de malnutrition.

### **RECOMMANDATIONS**

#### **Immédiat :**

- Assistance alimentaire jusqu'à la période de soudure: cible 80% de la population en priorisant les ménages avec enfants (quel que soit l'âge), les ménages de grande taille, les ménages gérés par les femmes (maris en rétention ou autres) ;
- Redynamiser le groupe de travail « relèvement précoce » dans le but de faciliter la coordination entre les acteurs humanitaires et les acteurs de développement. Cela dans l'optique d'encourager une transition harmonieuse entre l'urgence et le développement.

#### **Moyen terme :**

- Distribution de boutures de manioc et patates ainsi que du matériel agricole car la campagne est en cours. Cible : 30% de la population ;
- Distribution du matériel de pêche. Cible 50% d'hommes.

#### **Long terme :**

- Distribution de semences (mil, maïs et haricot/niébé) et des outils agricoles pour la prochaine campagne pluviale. Cible 80% des ménages surtout les femmes ;
- Initiation des activités de travail contre nourriture/ argent pour favoriser la construction des magasins de stockage (céréales) ou la reconstruction des clôtures et aménagement des parcelles agricoles. Cible 80% des ménages ;
- Promotion des activités génératrices de revenus telles que le petit commerce de produits manufacturés et le maraichage (motopompe + semences + outils). Cible 30% de femmes + 20% d'hommes ;
- Déparasitage des animaux.

## **5.2. Réponse humanitaire initiale en cours :**

Suite aux résultats de cette mission qui ont confirmé ceux de l'évaluation rapide menée auparavant en matière de sécurité alimentaire, le PAM envisage une distribution globale de vivres couvrant les besoins alimentaires des communautés pour une période de deux mois et ce, uniquement dans les zones insulaires. Il est prévu d'atteindre environ 19.000 bénéficiaires dont 3.800 enfants à travers des activités de Blanket Feeding. Les premières distributions sont planifiées pour le vendredi 17 Février.

En ce qui concerne les sites sur la terre ferme, le PAM prévoit de continuer son assistance à travers les distributions de cash pour les sites IDP de Kaya, Yakoua et Melea qui sont également couplés au Blanket Feeding. Enfin, Melea est également la première zone ciblée pour le projet renforcement de la résilience des



communautés hôte et des IDP. Celui-ci s'effectue à travers des activités d'assistance alimentaire pour la création d'actifs (3A) et qui ont démarré fin 2016.

### 5.3. Protection :

L'absence des mécanismes de protection communautaire expose les femmes, les adolescent(e)s, les enfants, les jeunes et les personnes âgées à divers risques de protection, y compris les violences basées sur le genre. De même, il n'existe pas de mécanisme d'enregistrement des naissances à l'état civil. Rares sont les individus adultes qui détiennent les cartes nationales d'identité. Pourtant, dans un contexte d'état d'urgence, les contrôles de pièce d'identité sont systématiques. Donc, l'absence des cartes d'identité expose la plupart de la population adulte aux arrestations. A cela, s'ajoute les prélèvements des sommes forfaitaires et arbitraires imposées aux conducteurs de pirogue (1.000 FCFA) et/ou détenteur de téléphones (250 FCFA). Cet abus est commis par les forces de l'ordre au poste de contrôle de Kangara.

Il est à relever que certaines personnes déplacées ne sont pas enregistrées et, par conséquent, ne perçoivent pas l'assistance humanitaire accordée jusqu'ici sur certains sites. Les femmes en situation de reddition présentent une vulnérabilité particulière parce que leurs époux sont retenus à Baga Sola et elles doivent supporter la lourde charge de subvenir aux besoins des enfants. De plus, certaines de ces femmes se retrouvent confrontées à un problème de double mariage parce qu'elles ont été mariées de force pendant leur séjour avec les éléments de BH. Le problème est, actuellement, porté à l'attention des chefferies traditionnelles qui pourront prendre des actions en vue de minimiser les conséquences fâcheuses. Le besoin en prise en charge spécifique de mineures victimes de viol et de mariage précoce, durant leur période de captivité par BH, est délicat. Les problèmes psychologiques et les grossesses précoces sont des conséquences immédiates qui méritent des actions urgentes.

C'est une zone où la présence de l'Etat, à travers ses structures déconcentrées et décentralisées, est très faible. L'autorité locale se résume aux chefs de village. Les services sociaux de base et de protection sont quasi-inexistants, ce qui explique l'absence de toute réponse aux problèmes identifiés. Toutefois, on peut noter que l'UNICEF et la délégation de l'Action Sociale ont procédé à la réunification de 95 enfants en situation de reddition.

#### **RECOMMANDATIONS**

##### **Court terme :**

- Enregistrement des personnes déplacées laissées pour compte et de personnes en situation de reddition afin qu'ils puissent bénéficier de l'assistance humanitaire ;
- Sensibilisation des forces de l'ordre au poste de Kangara et tous les postes où les forces sont stationnées pour l'arrêt des rackets dont sont victimes les populations des zones insulaires ;
- Prise en charge médicale et psychosociale des victimes de viol et mariage forcés ;
- Plaidoyer pour la clarification rapide du statut des hommes en situation de reddition retenus à Baga Sola ;
- Partage de l'information sur les personnes détenues à Korotoro avec le CICR.

##### **Moyen terme :**

- Analyse approfondie des questions liées aux VBG ;
- Mise en place de mécanismes communautaires de protection (comités de femmes, jeunes, réseaux communautaires de protection des enfants, système de référencement de cas de VBG, mécanismes de prévention des VBG) ;
- Création des espaces amis d'enfants.

##### **Long terme :**

- Appui à la délivrance des documents d'Etat civil (acte de naissance, carte nationale d'identité) ;
- Mettre un réseau fluide de monitoring de protection.

### 5.4. Santé et Nutrition :

Cette crise a affecté la quasi-totalité de la population surtout les enfants de moins de 5 ans (12,2% MAG et 2,1% MAS. Source – Enquête SMART d’Août -Septembre 2016) et les femmes enceintes et allaitantes dont une intervention d’urgence est nécessaire.

Sur le plan nutritionnel, elle est caractérisée par un état de sous-nutrition chez les enfants de moins de 5 ans dans la quasi-totalité des sites du aux mauvaises pratiques alimentaire et nutritionnelle (alimentation du nourrisson et du jeune enfant sous-optimale, alimentation non équilibrée, les maladies infectieuses et les problèmes d’hygiène). L’anémie chez les femmes enceintes a relaté par les femmes. Afin de faire face à cette situation de crise nutritionnelle, les ménages procèdent à la réduction du nombre de repas et les besoins des enfants sont priorisés au détriment de ceux des adultes. Le dernier recours en cas de manque, c’est le partage de nourriture entre les membres de la communauté ainsi que la consommation des fruits de palmier doum.

Sur le plan sanitaire, elle est caractérisée par une fréquence importante de maladies (paludisme, diarrhée, IRA, parasitose...) surtout chez les enfants, ce qui expose ces derniers au risque accru de malnutrition.

Pour pallier à ces problèmes de santé et à la faiblesse d’accessibilité aux services de santé, les parents recourent aux soins traditionnels exceptés dans quelques sites sur la terre ferme à savoir Melea Dar Salam qui dispose d’un centre de santé et Yakoua grâce à l’équipe de clinique mobile de l’ONG MSF-Suisse. Dans certains villages tels que Ngalamia, Kaya, Medi Koura, Medi Kouta et Selia, la communauté procède à la collecte spontanée le coût de transport pour évacuation sanitaire par une pirogue motorisée car une seule famille ne peut pas payer une telle somme. Les femmes enceintes, par manque de structure de santé et de personnels qualifiés, ne vont pas en consultation prénatale/postnatale et accouchent à domicile avec l’aide des accoucheuses traditionnelles. Les méthodes modernes de planification familiale sont méconnues.

Les interventions humanitaires en cours dans les domaines de santé et nutrition sont encore très faibles. On note la présence de MSF-Suisse à Yakoua et IMC à Melea Dar Es Salam.

#### **RECOMMANDATIONS**

##### **Immédiat :**

- Dépistage systématique de tous les enfants de moins de 5ans dans tous les sites ;
- Mettre en place les interventions de prévention (distribution de compléments alimentaires) et de PCIMA ;
- Faciliter l’accès aux soins de santé primaire et maternelle ;
- Mettre en place un système de référencement dans tous les sites afin de faciliter l’évacuation sanitaire des cas ;
- Mettre en place un mécanisme de prévention des maladies épidémiques (vaccination, distribution des moustiquaires et des kits d’hygiène).

##### **Moyen terme :**

- Promouvoir les pratiques familiales essentielles en lien avec la santé et nutrition afin de prévenir les pathologies courantes et la malnutrition ;
- Promouvoir une approche intégrée afin de maximiser l’impact des interventions dans les différents sites ;
- Promouvoir le planning familial afin de minimiser les risques lies a la mortalité maternelle et infantile.

##### **Long terme :**

- Construction des centres de santé dans les sites à forte densité de la population ;
- Faire des études qualitatives sur les causes de la malnutrition et l’ANJE en vue de développer des actions spécifiques de prévention de la malnutrition.

#### **5.5. WASH :**

Pour ce qui est de l’accès à l’eau potable, le nombre de la population touchée par la crise (sites dans les îles et villages sur la terre ferme visitées par l’équipe d’évaluation) et ayant besoin d’assistance est de près de 40.000 personnes soit 90% de la population totale affectées. La mission constate l’absence totale des forages dans les îles



à l'exception d'un seul forage produisant de l'eau de mauvaise qualité et la seule source d'approvisionnement en eau est le Lac et les puits traditionnels à ciel ouvert. Sur la terre ferme, l'on signale l'existence de quelques forages mais insuffisants vu les attroupements et les attentes qui sont longues. Seulement, 10 forages sont opérationnels et en mauvais état sur un besoin estimée en eau potable de 90 forages soit un taux d'accès de 10 %.

La situation de l'assainissement est très précaire. Il n'y a pas de latrines dans les villages des îles (pratique de la défécation à l'air libre) et les quelques latrines d'urgence construites dans les sites sont peu utilisées par les communautés compte tenu de certaines perceptions culturelles et ce en dépit des sensibilisations sur les pratiques essentielles par les acteurs du secteur WASH.

La situation d'accès au service WASH est précaire dans les îles ainsi que les sites dans la terre ferme avec seulement une couverture estimée à 10% des besoins pour l'accès à l'eau et un taux très faible pour l'assainissement. Cette précarité expose ces personnes vivantes dans les îles et villages de retour aux maladies d'origine hydriques telles que le maux de ventre avec complication de diarrhée, fièvre typhoïde, etc.

#### **RECOMMANDATIONS**

##### **Court terme :**

- Distribuer des produits de traitement d'eau, accompagnée d'une sensibilisation/formation à l'utilisation, et des kits de WASH ainsi que la réalisation des forages ;
- Construction des latrines et sensibilisation de la communauté sur les bonnes pratiques.

##### **Moyen terme :**

- Appuyer la communauté dans la gestion et fonctionnement des ouvrages d'eau et d'assainissement.

##### **Long terme :**

- Appuyer les structures étatiques et la communauté à entretenir et assurer la pérennisation des acquis.

#### **5.6. Education :**

La précarité des services sociaux de base ajoutée à la pauvreté extrême et au manque d'instruction figurent parmi les causes sous-jacentes de la crise et ont contribué à la vulnérabilité de ces communautés (menaces, attaques et enrôlement au BH).

Selon les estimations obtenues suite aux échanges entre les équipes de la mission d'évaluation et les membres de focus groupe, la population touchée par la crise est estimée à près de 40 000 personnes dont 30% d'enfants d'âge scolaire et seulement 8 % sont scolarisés (enfants inscrits dans les sites sur la terre ferme et les écoles environnant des sites). En outre, les capacités d'accueil sont très limitées.

En termes de lacune sectorielle, dans le domaine de l'éducation la situation dans les îles tout comme la terre ferme est très lamentable avec seulement une couverture actuelle estimée à 8% des enfants d'âge scolaire qui sont inscrits et fréquentent dans les écoles des sites et villages de Yakoua, Kaya, Melea, Magar, Medikoura et Toumra visités par la mission d'évaluation. Il n'y a pas d'infrastructures scolaires ni des personnes instruites pouvant être éventuellement convertis en maître communautaire.

#### **RECOMMANDATIONS**

##### **Court terme :**

- Plaidoyer auprès des autorités au niveau national et régional pour la mise en place des espaces d'apprentissage formels et non formels.

##### **Long terme :**

- Appuyer la mise en place des espaces d'apprentissage formels et non formels ;
- Soutenir la mise en place et le fonctionnement des structures des écoles ;

- Soutenir les communautés pour développer des Activités Génératrices de Revenus en vue d'appuyer le fonctionnement des écoles de manière durable ;
- Mise en place des cantines scolaires pour stimuler la demande ;
- Renforcer les capacités des organes de suivi (Délégation, Inspection, APE/COGES, etc.).

### 5.7. Abri et AME :

Dans tous les villages visités, que ce soit sur les îles ou sur la terre ferme, la population est uniquement composée par les autochtones qui ont été déplacés, temporairement, par les attaques de BH. Ces personnes ont commencé à retourner dans leurs villages d'origine courant 2016. Les populations ont tout perdu lors des attaques et ils ont recommencé leur vie sans aucune assistance. Aujourd'hui, la situation au niveau des articles ménagers essentiels, notamment, concernant les couvertures et les kits de dignité est préoccupante pour toute la population visitée.

Pour les villages de Kaya et Melia Dar Salam, la population n'a pas d'abris, dorment à la belle étoile ou sous les arbres.

#### **RECOMMANDATIONS**

- Distribution de demi-kit de NFIs (couverture, natte et moustiquaire) et kit complet de WASH aux populations des îles ;
- Distribution des kits complet de NFIs et WASH aux populations des sites de déplacés, dans la terre ferme.

### 5.8. Transport et/ou Logistique :

Dans l'optique d'une intervention humanitaire dans les îles touchées par la crise, il serait très important qu'une coordination logistique se mette en place entre acteurs humanitaires et les autorités pour différentes raisons :

- Les pirogues motorisées ne sont pas disponibles en quantité suffisante ;
- Certaines îles sont très éloignées et il faut plus de 3 heures pour y arriver.

#### **RECOMMANDATIONS**

- Mettre en place ou activer le cluster logistique au niveau régional ;
- Etudier et/ou explorer la meilleure stratégie et la moins coûteuse pour acheminer l'assistance humanitaire aux communautés affectées dans les îles.

## 6. Annexes

### 1. Liste des participants :

Cluster / Secteur	Noms	Fonction	Organisation	Téléphone	Email
Sécurité alimentaire	Serge Djindinmadji	Agent de suivi	PAM	66223515	<a href="mailto:serge.djindinmadji@wfp.org">serge.djindinmadji@wfp.org</a>
	Hellow, Geraud	Coordonnateur national cluster	FAO	68548221	<a href="mailto:geraud.hellow@fao.org">geraud.hellow@fao.org</a>
Protection	Roberline Tozwen	Protection Officer	HCR		<a href="mailto:tozwen@unhcr.org">tozwen@unhcr.org</a>
	Hassane Adef	Chargé de monitoring	CRT	933967212	<a href="mailto:hassanecrt@yahoo.com">hassanecrt@yahoo.com</a>
	Adeline Diombo Binon	Coordonnatrice GT VBG	UNFPA	66298873 / 99437910	<a href="mailto:diombo@unfpa.org">diombo@unfpa.org</a>
	Pierre Millimouno	Protection de l'enfance	UNICEF	62124151	<a href="mailto:pmillimouno@unicef.org">pmillimouno@unicef.org</a>
	Idriss Deuzeh	Protection de l'enfance	UNICEF	66234075	<a href="mailto:dezehidriss@yahoo.fr">dezehidriss@yahoo.fr</a>
CCCM / AME- Abris	Ibrahim Abdi Shire	Chef de bureau Lac	UNICEF	66 20 26 21	<a href="mailto:ishire@unicef.org">ishire@unicef.org</a>
	Felix Muhigana	Coordonnateur cluster CCCM	HCR		<a href="mailto:MUHIGANA@unhcr.org">MUHIGANA@unhcr.org</a>
Education	Saharane Mahamat Kamiss	Spécialiste Education	UNICEF	66251530	<a href="mailto:smkhamis@unicef.org">smkhamis@unicef.org</a>
	BRAHIM MAHAMAT ISSA	Enquêteur	COOPI	66474535	<a href="mailto:issasuped.coopilac@gmail.com">issasuped.coopilac@gmail.com</a>
Santé / Nutrition	Nadjita Djimadoum	Coordinateur nutrition	IRC	68831695	<a href="mailto:Nadjita.Djimadoum@rescue.org">Nadjita.Djimadoum@rescue.org</a>
	Djimassal Alain,	Médecin superviseur,	IMC	66449994	<a href="mailto:djimassalain@yahoo.fr">djimassalain@yahoo.fr</a>
Wash	Hissein Adoum	Lead s/cluster	UNICEF	66748891	<a href="mailto:hisseinadm@gmail.com">hisseinadm@gmail.com</a>
Développement	Ramillo RUDARAGI	Coordonnateur projet radicalisation	PNUD	65919190	<a href="mailto:ramillo.rudaragi@undp.org">ramillo.rudaragi@undp.org</a>
Sûreté	Souloum Abakar	LSA	UNDSS	62933787	<a href="mailto:Souloum.abakar@undp.org">Souloum.abakar@undp.org</a>
Coordination	Remi Galinier	GIS, IMU Officer	UNOCHA	669046 37	<a href="mailto:galinierr@un.org">galinierr@un.org</a>
Multisecteurs	KONAYEL B. JOEL	Délégué régional	DRAS	66546961	

### 2. Temps de trajet :

Origine	Destination	Accès	Temps de trajet
Bol	Daliarom	Pirogue	3h15
Bol	Gomirom Doumou	Pirogue	1h30
Bol	Gomirom Killi	Pirogue	2h30
Bol	Kaya	Route	25min
Bol	Magar	Route	40min
Bol	Melea – Dar Salam	Route	20min
Bol	Medi Koura	Route	30min
Bol	Medi Kouta	Pirogue	1h30
Bol	Nahr	Pirogue	1h30
Bol	Ngalamia	Pirogue	1h30
Bol	Selia	Pirogue	3h10
Bol	Tchallam	Pirogue	1h30
Bol	Toumra	Route+Pirogue	45min
Bol	Yakoua	Route	15min


### 3. Matrice de sévérité

Site / Village	Population locale (menages)	Population locale (pers.)	PDis	Abris / AME	Education	Nutrition	Protection	Santé	Sécurité Alimentaire / Moyens de subsistence	WASH	Score
Medi Kouta	70			3	5	4	4	4	4	4	80
Nahr	142			3	5	4	4	4	4	4	80
Gomirom Killi	500			3	5	4	4	4	3	4	77
Gomirom Doumou	500			3	5	4	4	4	3	4	77
Tchallam	120			3	5	4	4	4	3	4	77
Daliarom	202			3	5	3	4	4	3	4	74
Ngalamia	1 115			3	5	3	4	4	3	4	74
Selia	800			3	5	3	4	4	3	4	74
Medi Koura		600		3	3	4	3	4	4	4	71
Toumra		1 200		3	3	3	3	4	3	4	66
Magar		5 000		3	3	3	3	3	3	3	60
Kaya		600	3 800	3	3	3	3	3	3	3	60
Melea Dar Salam		1 950		3	3	3	3	2	3	3	57
Yakoua		2 000	3 000	3	3	2	3	2	3	3	54

LEGENDE

0= N/A
1= Situation normale
2= Situation presque normale
3= Situation préoccupante
4= Situation critique
5= Situation catastrophique

- vulnérable + vulnérable



4. Quelques photos des villages et sites visités :



Photo 1. Consommation de fruits de palmier doum quand il manque de nourriture



Photo 2. La pêche avec les moyens rudimentaire ne rapporte que de petits poissons



Photo 3. Activité de tressage de natte à partir des feuilles de palmier doum



Photo 4. Une natte tressée par les femmes (vendue à 1000 F CFA l'unité)



Photo 5. Parcelle de manioc sur une terre récupérée en bordure du lac



Photo 6. Taurillons visiblement dans un mauvais état général malgré la disponibilité de l'herbe